

Rennes : STMicroelectronics en lutte

Rennes, ville pionnière dans le domaine de l'électronique, qui s'enorgueillit d'avoir inventé le Minitel connaît aujourd'hui des « plans sociaux » sans précédent dans ce secteur. ST Microelectronics (STM), entreprise implantée depuis 30 ans au cœur d'un quartier populaire a décidé de laisser 429 personnes sur le carreau, proposant comme unique perspective aux salarié(e)s une délocalisation à Crolles (Isère)... ou Singapour !

Le nombre de postes offerts dans ces deux sites étant de toute manière insuffisant pour absorber l'ensemble des licencié(e)s de Rennes dont en outre personne ne remet en cause les compétences. De son côté, Thomson licencie pour sa part 350 salarié(e)s et des salarié(e)s d'autres entreprises du secteur craignent de subir le même sort.

Une riposte interprofessionnelle - amorcée lors des grèves de mai-juin 2003 - et intersyndicale s'est donc mise en place autour des salarié(e)s, des organisations syndicales (CGT-STM, CFDT puis SUD Thomson) et du comité de soutien qui se réunit chaque semaine, rassemblant syndicats, organisations et individus. Une riposte qui a pris la forme d'une démonstration de force le 4 mars lors du meeting de lancement de campagne de Josselin de Rohan, président UMP sortant de la région Bretagne, coraqué par Philippe Douste-Blazy. 200 personnes, salarié(e)s ou sympathisant(e)s avec une forte présence rouge et noire (AL et CNT) ainsi que de la LCR et des étudiants ex-grévistes de l'hiver se sont rassemblées, brûlant la banderole de l'UMP. Les nombreuses fusées de détresse allumées, les quelques vitres cassées et les nombreux pétards balancés sur le SO de l'UMP aussi énervé que paniqué ont ainsi fortement perturbé le début du meeting qui a démarré avec 1 heure et demie de retard. Seule l'intervention des CRS aura permis à la grand-messe de se tenir, avec un public moins nombreux que les manifestant(e)s. La manifestation « pour l'emploi » organisée par la CGT le 14 mars, avec la participation des STM, de SUD Santé-sociaux, de la CNT et de quelques militant(e)s de la FSU, en rassemblant près de 2 000 personnes constituait le deuxième temps fort du soutien aux licencié(e)s dont trois sont en grève de la faim. Une lutte dure tempérée cependant par les interventions « responsables » des dirigeants syndicaux de STM aux meetings du PS puis de la liste LCR-LO, cette dernière ne faisant pas mystère de sa volonté de récupération du conflit.

Pendant le cirque électoral la lutte s'est poursuivie cependant et les libertaires continuent à y faire entendre leur voix pour la reprise de l'entreprise par les travailleur(euse)s...une idée qui commence à faire son chemin dans de nombreuses têtes.

A. Doinel